

# Le Nord

ADMINISTRATION 15, rue d'Angleterre, 15 - LILLE - 1, rue des Sept-Agaches (Grand'Place)

CONDITIONS	PUBLICITE
Par la poste, en an. 30 francs	Annuaire la ligne 0,25
Six mois 18 francs	Reclames 0,75
Trois mois 9 francs	Chèques 1,00
Departements non-limitrophes et Etranger, port en sus	Reclames locales 1,00
	Gazette du Nord 0,50

Temps probable. — En France, un temps bruyant est probable avec baisse de température dans l'Ouest et le Nord.

Quand un siècle a perdu l'habitude d'unir l'âme du Beau à celle du Bien, c'est qu'il est en décadence.

## Les ouvriers étrangers

La loi douanière votée dernièrement à la Chambre et soumise en ce moment à la discussion du Sénat a pour objet principal de protéger le travail de nos ouvriers en interdisant la concurrence que viennent faire chez nous, à nos propres produits, les produits de l'étranger.

De graves questions y sont engagées : création de bénéfices rémunérateurs pour les industriels, question de salaires pour les ouvriers.

De ce que tel produit étranger sera plus ou moins fortement imposé à son entrée en France, l'industrie qui le représente chez nous sera plus ou moins compromise ; c'est la ruine ou la prospérité pour nos usines, pour les patrons et leurs ouvriers.

Ces questions se compliquent davantage quand il s'agit des zones frontalières, de notre zone du Nord en particulier.

Il y a pour nos industriels et pour nos ouvriers, dans les centres établis tout le long de la frontière belge, de Baillieux à Maubeuge, une situation spéciale qui mérite d'attirer l'attention de nos législateurs.

La frontière est ouverte à des milliers d'ouvriers belges qui, chaque matin, viennent travailler en France et le soir s'en retournent chez eux, emportant leur salaire, dont ils ont consommé chez nous une très faible partie.

Ils dépensent moins pour vivre, parce que les impôts de consommation en Belgique sont beaucoup moins élevés qu'en France.

Ils apportent avec eux leur tabac, leur pain, leur viande, pour lesquels ils ne paient aucun droit d'entrée ; la douane s'empresse de visiter les malettes de ces milliers d'ouvriers et d'ouvrières qui, deux fois par jour, franchissent la frontière, à la même heure, en foules compactes.

Vivant à meilleur compte, ils se contentent plus facilement de salaires moindres, tout en bénéficiant de nos lois sur les accidents et sur l'assistance judiciaire, qui leur est accordée de plein droit.

Même à salaire égal, la situation des ouvriers étrangers est meilleure que celle de leurs collègues d'atelier, parce qu'ils ne supportent aucune des charges qui pèsent sur les épaules des travailleurs français.

Et ils viennent, de plus en plus nombreux, faire concurrence à nos ouvriers d'usine sur le marché du travail. Autrefois, des trains entiers les amenaient le matin jusqu'à la porte des ateliers et les reprenaient le soir pour les ramener chez eux.

La Chambre a interdit l'entrée de ces trains ouvriers en France ; actuellement, ils arrivent jusqu'à la frontière, et c'est une véritable marée humaine qui envahit nos usines.

« Les ouvriers français, disait à la tribune M. Defontaine, député de Maubeuge, ne trouvent plus de travail chez nous. Il régit à ce sujet dans notre pays industriel du Nord une irritation profonde. Parcourez la région que je représente ; interrogez les ouvriers, les anciens ouvriers, ceux qui ont fait la campagne de 1870, ils vous rappelleront qu'ils ont servi la France ; ils vous diront : j'ai un enfant, il est revenu du service militaire et il va d'usine en usine sans trouver de travail. Un autre, l'année prochaine, sera incorporé et, quand il reviendra, il verra également son travail pris par des ouvriers étrangers ; c'est un malheur pour nous d'être Français ! »

Voilà la situation telle qu'elle se présente dans toute la zone frontalière du Nord, sauf pour la région de Roubaix-Tourcoing où, nous dit-on, les ouvriers français sont trop peu nombreux pour subir ordinairement les nécessités de l'industrie.

A cette situation déplorable il faut chercher le remède.

Un certain nombre de députés, cent cinquante, ont signé un amendement à la loi de douane, proposé par MM. Ceccaldi et Defontaine.

Cet amendement était ainsi conçu : « Tout industriel ou commerçant occupant plus de cinq ouvriers ou employés dans un rayon de 40 kilomètres de la frontière sera soumis à une taxe égale à cinquante des salaires de tous les ouvriers ou employés qui n'auront pas leur résidence habituelle en France. »

La commission a repoussé cet amendement, en arguant qu'elle ne pouvait pas insérer dans une loi de douanes une disposition qui frappe d'une taxe les personnes ; c'est une question qui regarde soit la législation ouvrière, soit la législation fiscale. Une loi de douane prévoit les droits à imposer à l'entrée des marchandises étrangères pour rétablir l'égalité sur le marché français entre la production française et la production étrangère ; elle ne

visait pas des impôts frappant les personnes. La Chambre discutait longuement les arguments pour et contre.

M. Ceccaldi s'efforça de démontrer que la loi de douane qu'on venait de voter serait illusoire si la Chambre ne trouvait pas le moyen d'empêcher les industriels étrangers de passer la frontière avec leurs ouvriers pour éviter le paiement des droits imposés à leurs produits, que tous les industriels par conséquent avaient autant d'intérêt que ceux de la frontière à éviter cette concurrence désastreuse.

La Chambre se laissa en partie convaincre par ces arguments ; elle modifia toutefois l'amendement dans son fond et dans sa forme, et vota finalement comme article de la loi de douane une proposition de principe plus générale dont elle réglera plus tard l'application et la pratique.

« Tout industriel ou commerçant occupant plus de cinq ouvriers ou employés ayant pas leur résidence habituelle en France, sera soumis à une taxe dont le montant et les conditions de recouvrement seront déterminés dans la loi des finances. »

L'amendement ainsi modifié a été voté par 405 voix contre 100.

C'est n'est pas l'entierement de première classe que M. Defontaine redoutait pour sa proposition, mais il est fort probable que nous ne la verrons pas repaître de sitôt dans les discussions du Parlement.

Le Sénat se chargera de lui faire un sort, quand il en aura le temps, et la question des ouvriers étrangers continuera longtemps encore d'irriter nos ouvriers français en attendant qu'on trouve une solution capable de satisfaire à la fois leurs intérêts et ceux des patrons, tout en sauvegardant la situation de la France en face des nations voisines.

V. P.

## Gazette du Nord

On annonce la mort :

\*\*\* A YPRES, de Sœur Marie-Julie, née Gisèle Blanchot, ancienne supérieure des Sœurs de la Providence du faubourg St-Maurice, à Lille, décédée à l'âge de 83 ans. Sœur Marie-Julie, dont le souvenir était demeuré vivace à Saint-Maurice, était partie pour l'exil, avec les religieuses de sa communauté, le 23 juillet 1902 ; le départ de ces Sœurs, après vingt années de vie éducative, avait alors donné lieu à une grandiose manifestation de respect et de gratitude.

\*\*\* A LILLE, de Mme Gisèle Lebez, épouse de M. Léon Declercq, fabricant de tulles à Caudry, décédée des suites d'une opération.

Mme Léon Declercq était sœur de M. Léon Lebez-Fontaine, fabricant de tulles, juge au Tribunal de Commerce de Calais, et belle-sœur de M. Louis Vanhaute, directeur du « Télégramme du Pas-de-Calais ».

Mme Léon Declercq était âgée de 44 ans.

\*\*\* A HASPRE, de M. Charles Maréchal, ancien conseiller municipal, ancien adjoint au Maire, décédé muni des Sacraments le 3 janvier, dans sa 74<sup>e</sup> année. Le regrette défunt fut membre de l'ancien Conseil de fabrique et ensuite du Conseil paroissial. Il laissa dans la commune le souvenir d'un homme de bon conseil et toujours disposé à rendre service à ses concitoyens.

Il était le beau-père de M. Bullé, pharmacien à Denain et de M. Bullé, docteur à Thiriv-St-Léger, et frère de M. L. le docteur Morille, professeur honoraire à la Faculté officielle de médecine de Lille.

\*\*\* Mardi, au milieu d'une assistance nombreuse et pieuse, ont été célébrées, dans l'église de PONT-A-MARQUO, les funérailles solennelles de Mme veuve Alexandre Vallois.

La levée du corps a été faite par M. le Curé de la paroisse, assisté de MM. les Curés de Méringues, Tourmignies, Ennevelin et Ennetières, et de ces négociants légitimement de leurs produits : rhums et cafés principalement, en les garantissant de la concurrence des produits falsifiés ou de ceux d'origines de moindre valeur.

L'importance qu'il y aura pour eux d'exiger que les denrées achetées comme provenant de la Martinique, soient munies de cette pièce garantie, ne leur échappera certainement pas.

A Mons-en-Pévèle, où eut lieu l'inhumation dans le caveau de famille, M. le Doyen a bien voulu chanter lui-même l'absoute.

Nous recommandons aux prières l'âme des défunts et offrons à leurs familles nos chrétiennes condoléances.

JÉSUS, MARIE, JOSEPH (7 ans et 7 quarant.)

\*\*\* Nous apprenons les fiançailles de Mlle Thérèse Garlasimo, fille de M. Florent Carissimo, de ROUBAIX, avec M. Alexis Valdelièvre, de CALAIS.

\*\*\* Nous apprenons les fiançailles de Mlle Geneviève Charvet, fille de M. Alfred Charvet, industriel à ARMENTIÈRES, et de Mme Charvet-Mottez, avec M. Félix Faques, fils de M. Charles Faques, industriel à ROUBAIX, et de Mme Faques.

## Université catholique

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Conférence pour les Dames et Jeunes Filles

Judi 6 Janvier, à dix heures, à la salle des conférences de l'Institut Blanche de Castille, M. le chanoine Pannier, professeur à la Faculté de Théologie, donnera sa première conférence sur Les études bibliques : Les Evangiles.

## ÉCHOS

NOMINATION ECCLÉSIASTIQUE

M. Bureau, pro-cureur d'Obain, est nommé curé de Rasmès, en remplacement de M. Loubert, démissionnaire pour raison de santé.

NOUVELLES MILITAIRES

L'occupation du camp de Sissonne en 1910. — Le général Joffre, commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée, a réglé les dispositions d'ensemble de ce camp pour 1910.

Le camp sera occupé par les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps d'armée et quelques éléments du gouvernement militaire de Paris, du 1<sup>er</sup> mars, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril, et dans les mois qui suivront, le camp sera occupé par des régiments de réserve ; ces régiments seront rassemblés par deux ou trois camps sous le commandement de colonels à désigner.

L'occupation du camp par les éléments actifs sera résolue dans le second semestre, de telle façon que des troupes des trois armées et même des détachements de génie soient présents à chaque période pour l'exécution de manœuvres combinées.

Le général Joffre a décidé que les hommes des spétals supplémentaires de fin d'année n'iront pas au camp en 1910, mais resteront dans leurs garnisons respectives.

DANS LA GENDARMERIE

M. Durafour, maréchal des logis chef de gendarmerie à Roubaix, est nommé adjudant à Arzas.

M. Vermees, maréchal des logis à Tourcoing, est nommé maréchal des logis chef de gendarmerie à Valenciennes.

D'autre part le général Prévost a définitivement arrêté le tableau d'avancement. Son projet, dans la 1<sup>re</sup> brigade à cheval :

Pour le grade de maréchal des logis, le brigadier Lancaux, avec le n° 1, et le brigadier Olivier, avec le n° 4.

Pour le grade de brigadier, le gendarme Dubuisson, avec le n° 6, le gendarme Moré, avec le n° 1.

Le gendarme à pied Gresser, d'Houplines, est proposé pour le grade de brigadier.

JOURNÉES SOCIALES

L'Association Catholique de la Jeunesse Picarde organise des Journées Sociales qui auront lieu à Amiens, à la salle de la Jeunesse, les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février. Elles seront consacrées à la question si importante des Cercles d'Études. Elles s'adressent à toute la région du Nord.

Dans la première journée après avoir examiné l'histoire, la statistique et la nécessité des Cercles, les auditeurs verront la formation de la morale et sociale par les groupes d'études.

Une veillée bretonne donnée par les Frères Kernevel occupera la soirée.

La seconde journée sera consacrée à l'examen des formes des cercles, le matin sera réservé aux groupes des jeunes gens et d'hommes. L'après-midi sera employé aux cercles féminins.

Les jeunes gens, les membres des Comités paroissiaux, les dames des œuvres, tous ceux qui veulent faire quelque chose tiendront à assister à ces utiles réunions.

Nous en publions prochainement le programme détaillé.

LES DENRÉES DE LA MARTINIQUE

La Chambre de Commerce de Lille fait connaître qu'elle a reçu de la Chambre de Commerce de France l'information suivante qui intéresse le Commerce français important des denrées de la Martinique :

Par arrêté en date du 2 août 1907, le Gouverneur de la Martinique a autorisé la Chambre de Commerce à délivrer un certificat spécial d'origine destiné à accompagner les denrées exportées du lieu de production au lieu de destination, certificat qui peut se compléter par les visa et annotations des services des Douanes, au débarquement des denrées au port français.

Cet certificat permettra aux détenteurs en France des denrées de la Martinique de faire la preuve de leur origine d'une façon irréfutable, et facilitera à ces négociants légitimement de leurs produits : rhums et cafés principalement, en les garantissant de la concurrence des produits falsifiés ou de ceux d'origines de moindre valeur.

L'importance qu'il y aura pour eux d'exiger que les denrées achetées comme provenant de la Martinique, soient munies de cette pièce garantie, ne leur échappera certainement pas.

## Le Dispensaire-Ecole de la Croix-Rouge DE LILLE

LA CROIX-ROUGE

Demandeur à Lille s'il connaît l'imposante cérémonie célébrée tous les ans à l'église Saint-Maurice, pour le repos des âmes des soldats et marins morts au service du pays, est une question qu'on ne doit plus poser.

Personne n'ignore que, ce jour-là, l'église reçoit une décoration particulière : aux piliers sont fixés des trophées de drapeaux ; dans le transept, devant le chœur, un catafalque est dressé, recouvert d'un drap tricolore ; des faisceaux et des pièces d'armes, autour du catafalque, indiquent le caractère militaire de la cérémonie.

L'assistance est considérable. En partie formée d'officiers de toutes armes, ayant à leur tête le général en chef, elle est composée aussi, pour une autre partie, de parents de jeunes gens qui paient leur dette à la patrie ou, quelquefois, qui l'ont payée au prix de leur vie, et sont plus revenus.

Après l'Evangile, le vénéré Mgr Laine, prononce une allocution toujours consolante ; pendant la messe, une fanfare réputée l'une des meilleures de circonstance et des dames quêteuses passent dans les rangs de l'assemblée.

Enfin, le prêtre a attendu la sortie pour le jour du spectacle des brillants uniformes.

LE DISPENSARE

C'est là peut-être et seulement ce que beaucoup avant de la Croix-Rouge, ils n'ont pas oublié non plus, peut-être, que les fonds recueillis par la Société sont employés en campagnes pour le soulagement des blessés. Un magnifique exemple vient d'ailleurs d'être donné au Maroc, par quelques dames de la haute société française.

Mais ce que l'on ne sait généralement pas et ce qu'il est utile que l'on sache, c'est que ces dames ne se sont pas improvisées infirmières et que l'initiative qu'elles ont prise à Paris a été suivie à Lille, où un dispensaire-école de la Croix-Rouge a été créé voici bientôt six ans.

Le dispensaire de Lille est, du reste, le seul de province. Passer les terres Sainte-Catherine, vous verrez l'immeuble, d'apparence très simple, portant, pour enseigne, les mots : Dispensaire-Ecole de la Croix-Rouge et, près de la porte, une plaque blanche indiquant les heures des consultations.

S'il vous prend le désir d'entrer, n'hésitez point, la porte est grande ouverte.

LE FONCTIONNEMENT DU DISPENSARE

Tous les jours, une centaine de malades viennent y faire passer leurs plaies.

Il s'agit de malades opérés par M. le docteur Duret, par M. le docteur Catherine, vous verrez l'immeuble, d'apparence très simple, portant, pour enseigne, les mots : Dispensaire-Ecole de la Croix-Rouge et, près de la porte, une plaque blanche indiquant les heures des consultations.

Les statistiques sont là pour prouver l'augmentation croissante des consultations, comme les simples incisions, des pansements, des opérations sous chloroforme et des journées d'hospitalisation.

C'est ainsi que les consultations, qui avaient été données 572 fois du 20 janvier au 1<sup>er</sup> novembre 1905, se sont élevées à 924 en 1906, 1.151 en 1907 et 1.248 en 1908 ; que 7.940 pansements ont été faits en 1905, 13.547 en 1906, 16.947 en 1907 et 17.994 en 1908.

Les consultations sont données deux fois la semaine, les grandes et petites opérations sont faites ou les cours professés par MM. les docteurs Duret, Besson, Camélot, David, D'Halluin, Lavraud, Volturiez, Klein et M. Van Bockel-Schmitt, pharmacien.

Tous les pansements sont exécutés par les dames qui suivent les cours, en vue de l'obtention du diplôme simple ou supérieur de la Croix-Rouge.

De 1905 à 1908, 151 diplômes simples et 26 diplômes supérieurs ont été délivrés aux dames de la ville et des environs, qui ont voulu faire à Lille l'apprentissage d'infirmières pour le cas où leurs soins seraient réclamés en temps de guerre.

Toutes ont été venues à la suite d'un concours et, d'ailleurs réparable, — aux examens.

Deux années de cours, trois années de stage au dispensaire et un examen sont requis pour le diplôme supérieur.

Il n'est d'ajouter, après les statistiques que nous avons exposées, que les pauvres qui viennent demander des soins au dispensaire jouissent, par leur nombre, toute faculté aux infirmières d'accomplir les pansements prescrits, et qu'ils y trouvent eux-mêmes toute satisfaction, puisque la renommée de dispensaire s'est étendue et que sa vitalité défensive chaque jour par sa fréquentation et des allées et venues continuelles.

L'ACTIVITÉ AU DISPENSARE. — LES COURS ET CONFÉRENCES AUX INFIRMIÈRES-AMBULANCIÈRES.

En arrivant au dispensaire, la malade ou blessé est introduit dans la salle de pansement, où l'un des médecins statue sur son cas et lui indique les médicaments qu'on lui servira et les pansements qui lui seront nécessaires.

Il n'est point statué sur les blessures causées par des accidents de travail. Les malades blessés au travail ne peuvent être admis, leur nombre étant trop grand et le dispensaire encore trop exigü.

Lorsque son tour de pansement est venu, le malade qui s'attendu dans une salle spéciale prend place sur l'un des sièges de la salle de pansement et l'un des infirmières s'empresse autour de lui.

Les infirmières sont revêtues d'une grande blouse de toile qu'elles ont endossées à leur vestiaire ; elles ont au bras gauche le brassard à la Croix-Rouge.

Elles appliquent aux malades les principes qui leur ont été enseignés sur un mannequin, d'abord. Elles agissent sous la surveillance de monitrices, — portant également le costume, mais le costume complet, avec la coiffure, des dames de la Croix-Rouge en campagne, et de la directrice du dispensaire, Sœur Etienne, des Filles de la Charité, munie comme toute monitrice, du diplôme supérieur qu'elle a reçu après un stage au dispensaire de Paris.

Les salles du dispensaire sont d'une propreté méticuleuse, construites et aménagées suivant les règles les plus minutieuses de l'hygiène et de l'hygiène modernes. Le sol et les murs sont recouverts de carreaux blancs ; tous les angles sont arrondis pour éviter la stagnation des eaux et des poussières. Les bassins, les cuves, les éviers, les lavabos à eau froide et chauds sont compris ou installés de telle sorte que le dernier souci du confort et de la propreté. Les appareils enfin, affectés à la salle de pansement, à la salle d'opérations, au laboratoire, — le plupart offerts par des dames ayant suivi les cours — sont conservés avec un soin irréprochable.

Ajoutons qu'une salle du sous-sol est réservée aux provisions, qu'une autre contient deux lits pour des malades opérés et enfin, que le premier étage est occupé par la salle des cours.

De novembre à fin mars, les dames admises à la suivre assistent à des conférences d'anatomie et de physiologie de MM. les docteurs Duret et D'Halluin, à des conférences de chirurgie, de MM. les docteurs Volturiez et Camélot, d'hygiène et de médecine, de M. le docteur Lavraud, de petits pharmaciens, de M. Van Bockel-Schmitt.

MM. les docteurs Besson et David leur enseignent les éléments d'instruction pratique en chirurgie et en médecine.

Ces éléments d'instruction comprennent les notions générales sur le service de santé en temps de paix et en campagne, sur les infirmeries militaires, infirmeries de gare et hôpitaux auxiliaires.

## L'aviateur Delagrègne tombé d'une hauteur de 12 mètres et se tue

Bordeaux. — Pour la seconde réunion donnée à l'aérodrome de la Croix-Blanche, Léon Delagrègne continuait mardi ses expériences. La foule était venue plus nombreuse que la veille.

Dans l'après-midi, à deux heures trente il s'éleva dans les airs. Après trois tours de piste à une faible hauteur il fut victime d'un effroyable accident.

Alors qu'il prenait un virage en luttant contre un vent de huit mètres à la seconde, l'aile gauche de son monoplane Bleriot se brisa et l'autre s'affaissa tout à coup.

Le malheureux Delagrègne prit d'instinct son aéroplane, fut précipité sur le sol d'une hauteur d'environ deux mètres.

Le malheureux se brisa trois côtes, le diaphragme gauche et se fractura la base du crâne.

Il mourut fort instantanément.

La nouvelle de l'accident a produit une grosse consternation dans Bordeaux.

Delagrègne, qui fut l'un de nos premiers aviateurs, est mort aujourd'hui, victime d'un effroyable accident.

Après Lefebvre, après Ferber, après Fernand, voici encore un de nos plus brillants champions de l'air qui disparaît.

Tout jeune, en pleine force, en plein santé, à trente-cinq ans, il meurt victime de son audace, de sa foi en le nouveau mode de locomotion.

Il fut l'un des premiers à se lancer dans l'aviation. Tout d'abord partisan du ballon, il mit à son actif de superbes performances.

Dès qu'il eut sa connaissance de la triade nouvelle, M. Millard qui se trouve à La Rochelle, a chargé le préfet du Loiret de présenter ses condoléances à la famille de l'aviateur qui habite Orléans.

## L'ASSASSINAT DE Madame Gouin

Comment fut faite l'arrestation des soldats criminels. — Leurs aveux.

Dans la nuit de mardi à mercredi, vers minuit et demi, M. Gouin fut saisi par deux policiers et emmené à la prison de la rue de Valenciennes.

Il fut conduit au bureau de M. Albanet, juge d'instruction de Paris.

Le fils de la victime lui déclara qu'un cultivateur du cercle de L'Espérance, dont il fait partie, lui avait raconté que le 15 décembre dernier il se trouvait à Melun, où il était allé rendre visite à un de ses amis, malade. Le cultivateur, Maurice Portault, reprit le train de 5 h. 32 pour Paris. Sur le quai de la gare de Melun, M. Portault remarqua un sergent d'infanterie, un soldat de l'administration et les soldats Graby et Michel, du 51<sup>e</sup> régiment d'infanterie, qui commençaient à se débarrasser de leur équipement.

Il ne voulant pas côtoyer ces soldats, dont il connaissait la mauvaise réputation, il monta dans un wagon de 2<sup>e</sup> classe, en queue du train. Quelques minutes après, il voyait Graby et Michel monter ou dans le dernier wagon de seconde ou dans le premier wagon de première classe, sans pouvoir préciser davantage.

Arrivé à la gare de Lyon, M. Portault vit deux soldats descendre précipitamment et se diriger vers la sortie.

A la suite de ce récit, M. Albanet décida d'envoyer le sous-chef de la sûreté chercher Graby, qui, en permission, se trouvait chez son père, sous-brigadier de la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, et qui habite rue de la Convention.

D'un autre côté, M. Paillot, commissaire divisionnaire, se rendait à Melun, au 51<sup>e</sup> d'infanterie. Après avoir mis au courant les officiers supérieurs, le commissaire se rendit au réfectoire de la 2<sup>e</sup> compagnie, dont font partie Graby et Michel. Ce dernier était présent.

Il ne parut pas étonné de l'arrivée des officiers et du commissaire.

Amené aussitôt au bureau de la compagnie, et après avoir déclaré son identité, Michel se borna à répondre qu'il ne savait rien.

Le commissaire interrogea alors qu'on allait perquisitionner dans son paquetage.

PERQUISITION FRUCTUEUSE

La perquisition amena la découverte d'une épée-balayette dont la garde était maculée de sang, d'une capote, d'un pantalon et trois foudards portant des traces suspectes.

Le tout fut immédiatement placé sous scellés.

ARRESTATION DE MICHEL

Le soldat fut aussitôt arrêté et ramené à Paris dans l'automobile du commissaire. Il fut conduit au bureau de M. Albanet, le juge d'instruction, sur l'emploi de son temps la nuit du crime.

Michel réitéra ses déclarations antérieures, protesta contre les accusations. Il maintint qu'il était monté dans un compartiment de 2<sup>e</sup> classe.

Le juge le fit alors passer dans son ar-

## COURS DES MARCHES A TERME DU 4 JANVIER

Communiqué par MM. Joseph et Henry CHARLET, Touring - Le Havre

BOUBAIX-TOURCOING				ANVERS				LE HAVRE				NEW-YORK				LIVERPOOL			
d'après le moyenne des prix tracés à la Bourse				Type 1				Cote de 45				Cote de 45				Cote de 45			
MOIS	COTE	COTE	COTE	CLOTURE	SUINT	Précédent	Ce jour	Précédent	Ce jour	Précédent	Ce jour	Précédent	Ce jour	Précédent	Ce jour	Précédent	Ce jour		
Janvier	6 10	6 12	6 15	6 12	6 12	58 00	58 00	108	108	2 00	2 00	97	97	95 75	95 75	6 75	6 85		
Février	5 97	5 99	6 00	6 00	6 01	58 00	58 00	108	108	2 00	2 00	97	97	95 75	95 75	6 75	6 85		
Mars	5 87	5 88	5 90	5 87	5 87	58 00	58 00	108	108	2 00	2 00	97	97	95 75	95 75	6 75	6 85		
Avril	5 77	5 78	5 80	5 77	5 77	58 00	58 00	108	108	2 00	2 00	97	97	95 75	95 75	6 75	6 85		
Mai	5 67	5 68	5 70	5 67	5 67	58 00	58 00	108											